



Séance ordinaire du lundi 12 octobre 2020

L'an deux mille-vingt et le douze octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Littoral, prévention des risques majeurs, gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSI, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Serge GUISEPPIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL, Charles SULTAN, Bernard TRAVIER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mathilde BORNE, Stéphane CHAMPAY, Jackie GALABRUN-BOULBES, Lionel LOPEZ, Jean-Luc SAVY, Radia TIKOUK

Littoral, prévention des risques majeurs, gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations - Mise en œuvre du plan de gestion sur les cours d'eau du bassin versant du Lez sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole - Travaux 2020 - Demande d'aide financière auprès de l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée et Corse - Approbation

Madame Véronique NEGRET, Vice-Présidente, rapporte :

Par délibération n° M2019-643 du 18 novembre 2019, le Conseil de Métropole a approuvé le plan de gestion du bassin versant du Lez pour la période 2020-2030, lequel définit les modalités d'intervention et les priorités de tronçons de cours d'eau à entretenir de manière cohérente à l'échelle du bassin versant.

La mise en œuvre des travaux prévus au plan de gestion sur le territoire de la Métropole nécessite au préalable, l'obtention d'une Déclaration d'Intérêt Général (DIG), par arrêté préfectoral pris après une procédure d'enquête publique. La Déclaration d'Intérêt Général est demandée pour une durée de 5 ans sur la période 2020-2024 reconductible une fois en cohérence avec la durée du plan de gestion 2020-2030. Cette enquête publique vient de se terminer.

L'intérêt général des travaux résulte :

- de la nature collective des enjeux liés aux embâcles et à l'entretien insuffisant des cours d'eau du bassin versant,
- des objectifs de lutte contre les inondations conformes aux articles L.151-36 du Code rural et L.211-7 du Code de l'environnement,
- de la nécessité de préserver voire restaurer les boisements et végétations rivulaires afin qu'ils conservent leurs fonctions (autoépuration des eaux, maintien des berges, frein aux écoulements, conservation de la biodiversité, etc.),
- de leur compatibilité avec les documents d'orientation s'appliquant sur ces cours d'eau (Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des eaux Rhône Méditerranée-SDAGE, Contrat de Bassin du Lez dont PAPI Lez 2) voire leur mise en œuvre,
- des objectifs de la Directive européenne Cadre sur l'Eau (DCE).

Les travaux programmés seront réalisés entre mi-juillet et fin-décembre, hors plantations, lesquelles pourront être réalisées de novembre à mars. D'une manière générale les travaux de restauration, notamment d'enlèvement des embâcles, se feront durant les premières années des DIG et les travaux d'entretien seront répartis sur les autres années. Toutefois, des interventions en tout temps pourront être réalisées en cas de danger imminent : travaux post-crue, retrait des embâcles en cas de risque de débordement de cours d'eau.

L'accès aux berges des engins nécessaires au déroulement des travaux se fera en concertation avec les riverains, des conventions de droit de passage leur seront proposées pour arrêter les modalités d'intervention.

Le montant total des travaux à réaliser sur l'année 2020 sur le territoire de la Métropole est estimé à 619 271 € HT. Ces travaux seront financés par la taxe GEMAPI. Le montant des travaux restant à engager d'ici la fin de l'année s'élève à 292 000 € HT, ce montant pourra faire l'objet d'aides financières de l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée et Corse.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver le programme 2020 du plan de gestion sur les cours d'eau du bassin versant du Lez sur le territoire de la Métropole et d'un montant total de travaux estimé à 619 271 € HT ;
- de dire que les dépenses sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 907 ;
- de solliciter les meilleures aides financières auprès de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse, pour les travaux restant à engager d'un montant de 292 000 € HT ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. René REVOL.

Fait à Montpellier, le 23/10/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 23 octobre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201012-142365-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 23/10/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.